Catalogue 85-002 ISSN 0715-271X C-4

Juristat

Service Bulletin

Canadian Centre
for Justice Statistics

Bulletin de service

Centre canadien
de la statistique juridique

Price: Canada: $3.60 per issue, $90.00 annually
United States: US$4.30 per issue, US$108.00 annually
Other Countries: US$5.00 per issue, US$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 3,60 $ l'exemplaire, 90 $ par année
États-Unis : 4,30 $ US l'exemplaire, 108 $ US par année
Autres pays : 5 $ US l'exemplaire, 126 $ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol. 12 No. 4

Sentencing in Youth Courts, 1986-87 to 1990-91

* by Tracey Leesti

STATISTICS CANADA STATISTIQUE CANADA
MAR 4 1992
LIBRARY BIBLIOTHÈQUE

Highlights

- In 1990-91, three-quarters of the cases heard in youth courts resulted in a finding of guilt as the most serious decision.
- In 1990-91, almost half (48%) of all cases found guilty received a term of probation as the most serious disposition, while 14% received a term of open custody, and 12% a term of secure custody.
- In 1990-91, over half (54%) of all cases with guilty findings involved youths aged 16 and 17 years.
- In 1990-91, custody was the most common disposition for cases involving murder/manslaughter (95%), attempted murder (80%), robbery (54%), and escape from custody/failure to appear (48%). In terms of volume, a vast majority

* *Analyst*

March 1992

Vol. 12, Nº 4

Les décisions rendues par les tribunaux de la jeunesse, 1986-1987 à 1990-1991

* Par Tracey Leesti

Points saillants

- En 1990-1991, la déclaration de culpabilité a été le jugement le plus sévère rendu dans les trois quarts des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse.
- En 1990-1991, l'ordonnance de probation a été la décision la plus sévère rendue dans presque la moitié (48 %) de toutes les causes qui se sont soldées par une déclaration de culpabilité, tandis que 14 % des causes comportant une déclaration de culpabilité ont reçu une ordonnance de garde en milieu ouvert et 12 %, une ordonnance de garde en milieu fermé.
- En 1990-1991, plus de la moitié (54%) des causes comportant une déclaration de culpabilité impliquaient des adolescents âgés de 16 et 17 ans.
- En 1990-1991, les décisions comportant la garde ont été prononcées plus souvent dans les causes relatives au meurtre et à l'homicide involontaire coupable (95 %), à la tentative de meurtre (80 %), au vol qualifié (54 %) et à l'évasion et au défaut de comparaître (48 %). Cependant,

* *Analyste*

Mars 1992

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, Science and Technology, 1992. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Chief, Author Services, Publications Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1992. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du Chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Statistics Canada Statistique Canada

Canada

of cases disposed of with a custody order involved property offences.

- From 1986-87 to 1990-91, the proportion of short term custodial sentences ordered by youth courts gradually increased while the proportion of long term sentences gradually decreased.

Introduction

This Juristat profiles the decision and dispositional patterns of youth courts across Canada from 1986-87 to 1990-91. The analysis is based on Youth Court Survey (YCS) data collected by the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) in collaboration with provincial and territorial government departments responsible for youth courts. The unit of analysis is the case, which is defined by the YCS as one or more charges laid against a young person, presented in a youth court on the same date.

In April 1984, 12 became the minimum age requirement for charges under the *Young Offenders Act (YOA)*. However, it was not until April 1985 that the maximum age of 17 (up to the 18th birthday) was established in all provinces and territories. One of the objectives of this Juristat is to describe historical changes over time, and so comparable data must be used (i.e., youths must be defined by the same minimum and maximum age limits). Due to the changes in the upper and lower age limits, data from the first year of the YCS, 1984-85, cannot be directly compared with 1990-91 data. The same is true for 1985-86 data, which may refer to cases with charges laid in the previous year. Thus, the base year for all analysis in this report is 1986-87.

Ontario participated in the YCS for the first time in 1990-91. However, the data for that year reflect a 70% coverage of only one quarter of the fiscal year. Therefore, Ontario data are not included in the national counts, and are used only for cross-jurisdictional percentage comparisons. Ontario data should be complete for 1991-92.

In 1990-91, 60,101 cases were heard in youth courts across Canada (excluding Ontario). This represents an increase of 14% from the total youth court caseload in 1986-87. The proportion of males to females appearing before youth courts remained relatively constant from 1986-87 to 1990-91, with males representing over 80% of the total caseload.

Decisions

A number of decisions may be rendered by youth courts. For purposes of the YCS, decisions are ordered from most to least serious as follows: transfer

pour ce qui est du volume, la grande majorité des décisions comportant la garde ont été prononcées dans les causes relatives aux infractions contre la propriété.

- De 1986-1987 à 1990-1991, la proportion de peines de courte durée infligées par les tribunaux de la jeunesse a augmenté progressivement, tandis que la proportion de peines de longue durée a diminué graduellement.

Introduction

Dans le présent bulletin, on trace un profil des jugements et des décisions ayant été rendus par les tribunaux de la jeunesse dans l'ensemble du Canada de 1986-1987 à 1990-1991. L'analyse est fondée sur les données de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ), recueillies par le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) avec la collaboration des ministères provinciaux et territoriaux responsables des tribunaux de la jeunesse. L'analyse a trait aux causes. Selon l'ETJ, une «cause» désigne une ou plusieurs accusations portées contre un adolescent et présentées le même jour devant le même tribunal.

En avril 1984, la *Loi sur les jeunes contrevenants (LJC)* établissait à 12 ans l'âge minimal auquel des accusations peuvent être portées contre un adolescent. Toutefois, ce n'est qu'en avril 1985 que l'âge maximal a été fixé à 17 ans (jusqu'au 18e anniversaire) dans l'ensemble des provinces et des territoires. Puisque l'un des objectifs du présent bulletin est de décrire les variations dans le temps, il faut utiliser des données comparables (c'est-à-dire des données portant sur des adolescents dont les niveaux d'âge minimal et maximal sont les mêmes). Les limites d'âge ayant été modifiées, on ne peut établir de comparaisons directes entre les données de la première année de l'ETJ, soit 1984-1985, et celles de 1990-1991. Il en est de même pour les données de 1985-1986, qui peuvent se rapporter aux causes dans lesquelles les accusations ont été portées l'année précédente. C'est pourquoi l'année de base dans la présente analyse est 1986-1987.

L'Ontario a participé à l'ETJ pour la première fois en 1990-1991. Toutefois, les données recueillies au cours de cette année financière ne couvrent que 70 % d'un seul trimestre. Par conséquent, les données de l'Ontario ne sont pas incluses dans les chiffres nationaux et elles sont utilisées uniquement aux fins de comparaison des pourcentages entre les secteurs de compétence. Elles devraient être complètes pour 1991-1992.

En 1990-1991, 60,101 causes ont été entendues par les tribunaux de la jeunesse dans l'ensemble du pays (sauf l'Ontario). Il s'agit d'une augmentation de 14 % par rapport au total enregistré en 1986-1987. La proportion d'adolescents par rapport aux adolescentes qui comparaissent devant les tribunaux de la jeunesse est demeurée relativement stable de 1986-1987 à 1990-1991, représentant un peu plus de 80 % du total des causes.

Jugements

Les tribunaux de la jeunesse peuvent rendre divers jugements: Selon l'ETJ, voici la liste des jugements classés par ordre décroissant de sévérité: le renvoi à un tribunal pour

to adult court; guilty; stay of proceedings; charges withdrawn; not guilty; charges dismissed; and, other decision (e.g., not fit to stand trial).

Three-quarters of the cases heard in Canada (excluding Ontario) in 1990-91 had a finding of guilt as the most serious decision (this also includes youths who plead guilty) (Figure 1). The remainder either had proceedings stayed or withdrawn (19%), were found not guilty (2%) or dismissed (3%), or were transferred to another jurisdiction or given another decision (1%). The proportion of cases with a guilty finding decreased slightly each year since 1986-87, when 78% of the total caseload had a most serious decision of guilty. There has been a downward trend in the proportion of both males and females receiving guilty findings over the past five years.

adultes, la déclaration de culpabilité, l'arrêt des procédures, le retrait des accusations, la déclaration de non-culpabilité, le rejet des accusations et d'autres décisions (l'incapacité de l'accusé de subir son procès).

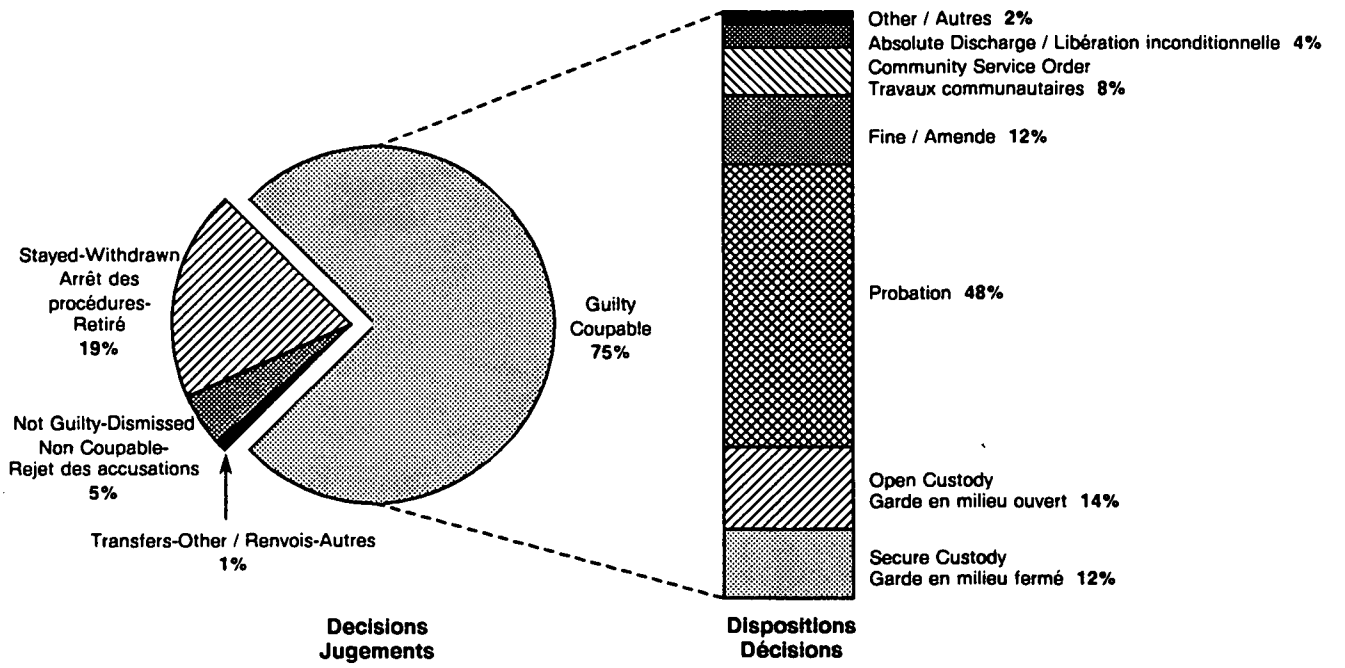
La déclaration de culpabilité a été le jugement le plus sévère rendu dans les trois quarts des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse en 1990-1991 (y compris les plaidoyers de culpabilité) (figure 1). Pour ce qui est des autres causes, 19 % se sont soldées par un arrêt des procédures ou un retrait des accusations, 2 %, par une déclaration de non-culpabilité, 3 %, par un rejet des accusations et 1 % ont été renvoyées à une autre juridiction ou ont fait l'objet d'un autre jugement. La proportion de causes comportant une déclaration de culpabilité a diminué légèrement chaque année depuis 1986-1987; cette année-là, la déclaration de culpabilité a été le jugement le plus sévère rendu dans 78 % de toutes les causes. La proportion d'adolescents et d'adolescentes déclarés coupables tend à diminuer depuis les cinq dernières années.

Figure 1

Distribution of Youth Court Cases by Most Serious Decision, and Most Serious Disposition for Guilty Findings, 1990-91

Figure 1

Répartition des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse, selon le jugement le plus sévère et selon la décision la plus sévère rendue à la suite de déclaration de culpabilité, 1990-1991



Note: Data exclude Ontario. "Transfers" include both transfer to another jurisdiction and transfer to adult court.

Note: Les données excluent l'Ontario. Les « renvois» incluent les renvois à une autre juridiction et les renvois à un tribunal pour adultes.

The proportion of cases found guilty in youth courts in 1990-91 varied by jurisdiction, ranging from 92% in Prince Edward Island to 46% in Ontario (Figure 2). A large proportion of Ontario caseload is withdrawn (43%). In Ontario, a court appearance is necessary before charges are withdrawn. In most other jurisdictions, charges may be withdrawn before the case proceeds to court. Youth courts in Manitoba also had a relatively low proportion of cases with guilty findings (59%) and high proportion of cases stayed (39%). This may be due, in part, to the fact that once a young offender has successfully completed an alternative measures program, charges are stayed.

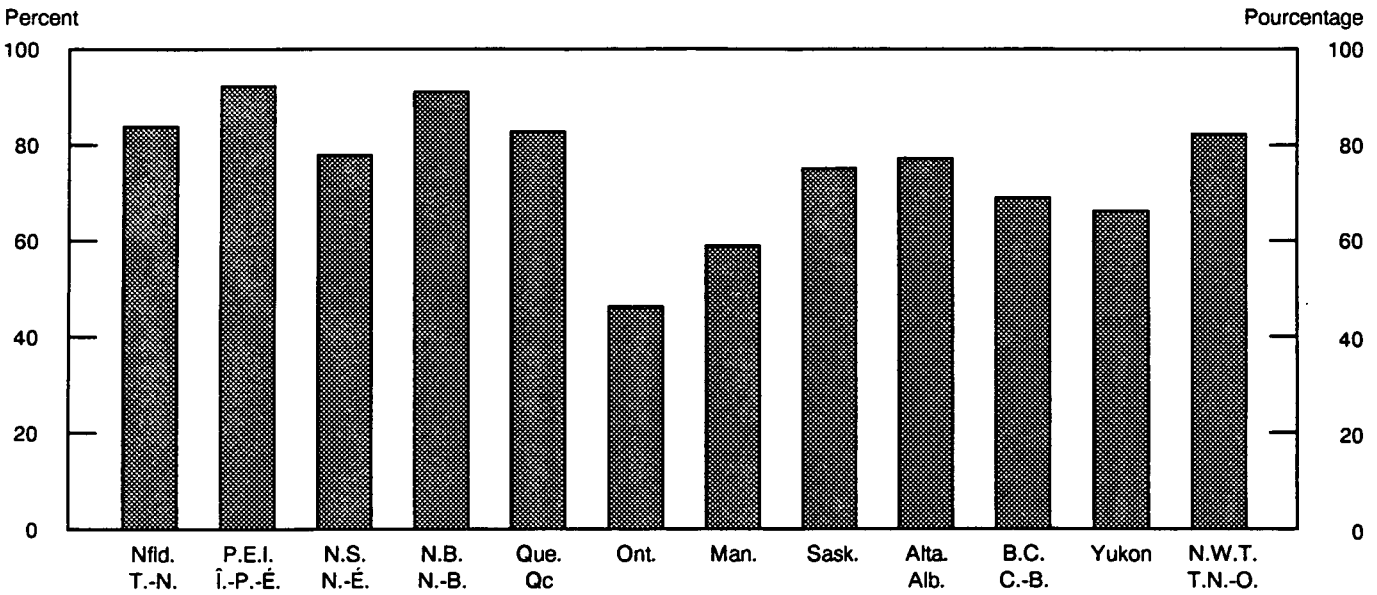
En 1990-1991, la proportion de causes qui se sont soldées par une déclaration de culpabilité dans les tribunaux de la jeunesse variait selon le secteur de compétence; elle allait d'un sommet de 92 % à l'Île-du-Prince-Édouard à un creux de 46 % en Ontario (figure 2). En Ontario, une forte proportion (43%) des causes se sont soldées par un retrait des accusations, étant donné qu'un accusé doit comparaître devant le tribunal avant que les accusations ne soient retirées contre lui. Dans la plupart des autres secteurs de compétence, les accusations peuvent être retirées avant que la cause ne soit présentée devant le tribunal. Au Manitoba, les tribunaux de la jeunesse affichaient aussi une faible proportion des causes qui sont soldées par une déclaration de culpabilité (59 %) cependant, une forte proportion des causes (39 %) ont fait l'objet d'un arrêt des procédures qui découle, du moins en partie, de l'accomplissent avec succès d'un programme de mesures de rechange.

Figure 2

Distribution of Youth Court Cases Found Guilty by Province/Territory, 1990-91

Figure 2

Répartition des causes qui se sont soldées par une déclaration de culpabilité dans les tribunaux de la jeunesse, selon la province et le territoire, 1990-1991



While the proportion of cases found guilty in most jurisdictions either remained the same, or decreased slightly from 1986-87, the following jurisdictions showed more notable decreases: guilty findings decreased in Newfoundland from 92% of total caseload in 1986-87 to 84% in 1990-91; in Nova Scotia from 85% to 78%; in British Columbia from 75% to 69%; and in the Yukon from 72% to 66%.

In 1990-91, the proportion of guilty findings for all types of offences varied only slightly, with drug-related offences (79%) and property offences (77%) having the highest conviction rate. Cases involving offences under the *Young Offenders Act (YOA)*, received the

Bien que par rapport à 1986-1987 la proportion de ces causes soit demeurée inchangée ou ait diminué légèrement dans la plupart des secteurs de compétence, elle a baissé de façon plus marquée dans les secteurs suivants : à Terre-Neuve (de 92 % à 84 %), en Nouvelle-Écosse (de 85 % à 78 %), en Colombie-Britannique (de 75 % à 69 %) et au Yukon (de 72 % à 66 %).

En 1990-1991, bien que la proportion des causes qui se sont soldées par un verdict de culpabilité est demeurée relativement la même selon le genre de l'infraction, les proportions les plus élevées de déclarations de culpabilité ont été enregistrées à l'égard des infractions relatives aux

lowest percentage of guilty findings (69%). A relatively high proportion of cases involving *YOA* offences (29%) and "other" *Criminal Code* offences (23%) had proceedings stayed or withdrawn (Figure 3).

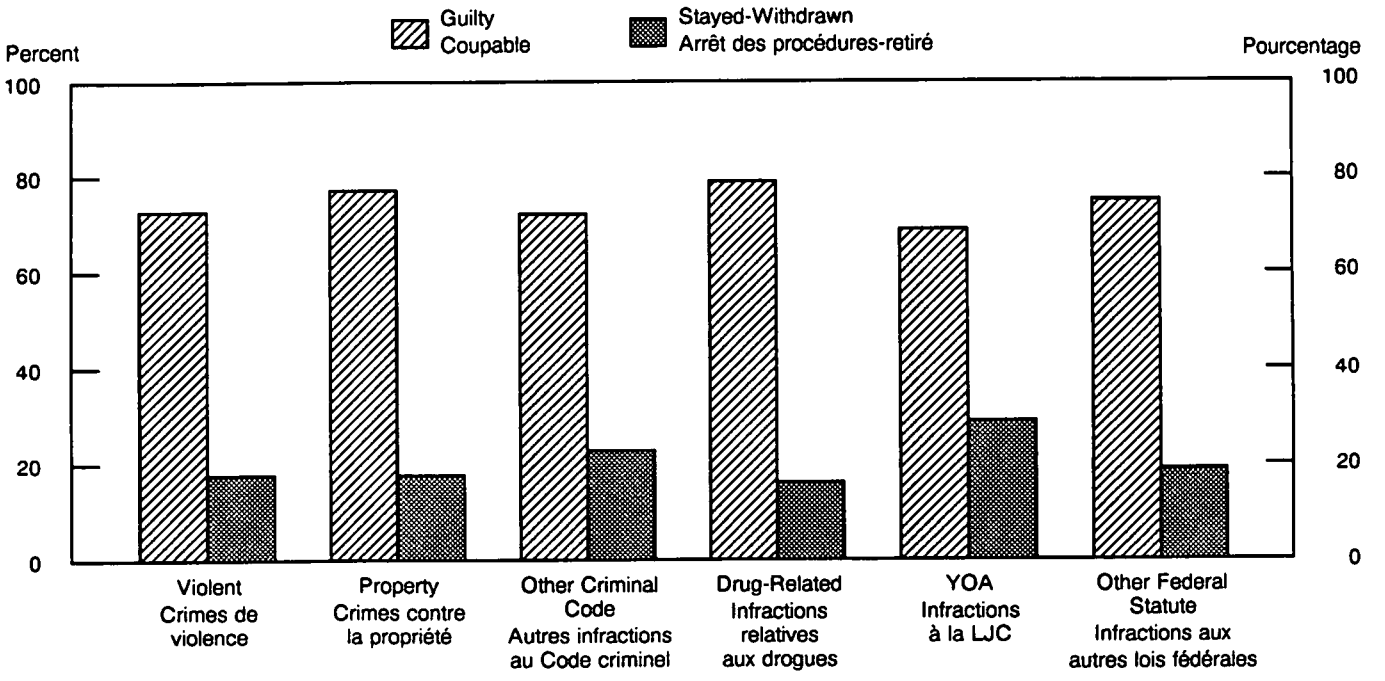
drogues (79 %), et aux crimes contre la propriété (77 %). Les causes concernant une infraction à la *Loi sur les jeunes contrevenants (LJC)* forment le plus petit pourcentage de causes qui se sont soldées par une déclaration de culpabilité (69 %). Des proportions relativement élevées de causes concernant des infractions à la *LJC* (29 %) et d'«autres infractions» au *Code criminel* (23 %) se sont traduites par un arrêt des procédures ou un retrait des accusations (figure 3).

Figure 3

Distribution of Youth Court Cases by Most Significant Charge, and Decision of Guilty and Stayed-Withdrawn, 1990-91

Figure 3

Répartition des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse, selon l'accusation la plus grave et selon la déclaration de culpabilité et l'arrêt des procédures-le retrait des accusations, 1990-1991



Note: Data exclude Ontario.

Note: Les données excluent l'Ontario.

Dispositions

Disposition counts refer only to cases in which the most serious decision is a finding of guilt. A case may result in more than one disposition for a young offender. In 1990-91, 58% of all cases with guilty findings received only one disposition, 34% resulted in two dispositions, and 7% in three or more dispositions. For those cases resulting in two dispositions, the most frequent combinations were probation and community service (43%), open custody and probation (17%), as well as secure custody and probation (11%). Secure and open custody were both ordered in slightly over 1% of all cases.

Décisions

Les chiffres sur les décisions se rapportent uniquement aux causes dans lesquelles la déclaration de culpabilité est le jugement le plus sévère. Dans une même cause, un jeune contrevenant peut faire l'objet de plusieurs décisions. En 1990-1991, 58 % de toutes les causes comportant une déclaration de culpabilité se sont traduites par une seule décision, 34 %, par deux décisions et 7 %, par au moins trois décisions. Dans les causes qui se sont soldées par deux décisions, voici comment elles étaient le plus souvent assorties : la probation et les travaux communautaires (43 %), la garde en milieu ouvert et la probation (17 %) et la garde en milieu fermé et la probation (11 %). Une ordonnance de garde en milieu fermé assortie d'une ordonnance de garde en milieu ouvert a été ordonnée dans un peu plus de 1 % des causes comportant une déclaration de culpabilité.

However, in this Juristat, only the most serious disposition for a case has been selected for analysis. Consequently, less serious dispositions are under-reported. Dispositions are ordered from most to least serious as follows: secure custody; detention for treatment; open custody; probation; fine; compensation; pay purchaser; compensation in kind; community service order; restitution; prohibition, seizure or forfeiture; other disposition (e.g., letters of apology); and absolute discharge.

Throughout this analysis, dispositions have also been described under the headings of custodial or non-custodial dispositions. Custodial dispositions include terms of secure and open custody. Non-custodial dispositions are all other dispositions previously listed.

In 1990-91, there were 45,015 cases (excluding Ontario) in which a finding of guilt was the most serious decision. In almost half of these cases (48%), a term of probation was the most serious disposition. Open custody (14%) was the second most prevalent disposition, followed by secure custody (12%), fines (12%), community service orders (8%), absolute discharges (4%), and other dispositions (2%) (Figure 1).

There has been very little change in the proportion of custodial versus non-custodial dispositions ordered by youth courts from 1986-87 to 1990-91. In 1990-91, 26% of all dispositions were custodial, compared with 24% in 1986-87.

Jurisdictional Variations in Dispositions

In 1990-91, the proportion of cases with guilty findings involving custodial dispositions varied across the jurisdictions. Youth courts in the Yukon (39%) and New Brunswick (33%) ordered a high proportion of custodial dispositions compared to other provinces such as British Columbia (23%) and Alberta (21%). Likewise, non-custodial dispositions varied across the jurisdictions. Probation orders ranged from a high of 60% in New Brunswick and British Columbia to 34% in Alberta. The proportion of fines ordered by youth courts varied from 21% of total dispositions in Alberta to 5% in Newfoundland.

The proportion of custodial versus non-custodial dispositions has changed very little from 1986-87 to 1990-91, with the exception of New Brunswick and the Yukon. In New Brunswick, custodial dispositions increased from 26% in 1986-87 to 33% in 1990-91. In the Yukon, custodial dispositions also increased from 28% of total dispositions in 1986-87 to 39% in 1990-91. The fluctuation in the Yukon may be due to the small size of the youth court caseload.

The type of offence for which a young person is convicted plays a role in the type of disposition that the youth receives. In order to illustrate the different sentencing patterns found across the jurisdictions in 1990-91, one specific offence, break and enter, has

Toutefois, dans le présent bulletin, seule la décision la plus sévère rendue dans une cause fait l'objet d'une analyse. Par conséquent, les décisions moins sévères sont sous-dénombrées. Voici la liste des décisions classées par ordre décroissant de sévérité : la garde en milieu fermé, la détention pour traitement, la garde en milieu ouvert, la probation, l'amende, l'indemnisation, le remboursement à l'acquéreur, l'indemnisation en nature, l'ordonnance de travaux communautaires, la restitution, l'interdiction, la saisie ou la confiscation, les autres décisions (lettre d'excuses) et la libération inconditionnelle.

Dans la présente analyse, les décisions sont également décrites aux rubriques sur les décisions comportant la garde ou celles ne comportant pas la garde. Dans le premier cas, il s'agit des peines purgées en milieu fermé et en milieu ouvert et dans le second, il s'agit de toutes les autres décisions déjà mentionnées.

En 1990-1991, on comptait 45,015 causes (excluant celles de l'Ontario) dans lesquelles le jugement le plus sévère était la déclaration de culpabilité. Dans presque la moitié de ces causes (48 %), la probation était la décision la plus sévère. Au second rang vient la garde en milieu ouvert (14 %), suivie de la garde en milieu fermé (12 %), de l'amende (12 %), de l'ordonnance de travaux communautaires (8 %), de la libération inconditionnelle (4 %) et des autres décisions (2 %) (figure 1).

La proportion de décisions comportant la garde par rapport à celles ne comportant pas la garde a peu varié de 1986-1987 à 1990-1991. En 1990-1991, 26 % de toutes les décisions comportaient la garde, comparativement à 24 % en 1986-1987.

Variations des décisions entre les secteurs de compétence

En 1990-1991, la proportion de causes qui se sont traduites par une déclaration de culpabilité et par une décision comportant la garde variait d'un secteur de compétence à l'autre. Des décisions comportant la garde ont été rendues dans de fortes proportions au Yukon (39 %) et au Nouveau-Brunswick (33 %), comparativement à d'autres provinces comme la Colombie-Britannique (23 %) et l'Alberta (21 %). De même, la proportion de décisions ne comportant pas la garde variait entre les secteurs de compétence. Les proportions d'ordonnances de probation allaient de 60 % au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique à 34 % en Alberta. La proportion d'amendes variait entre 21 % en Alberta et 5 % à Terre-Neuve.

De 1986-1987 à 1990-1991, la proportion de décisions comportant la garde par rapport à celles ne comportant pas la garde a très peu varié au pays, sauf au Yukon et au Nouveau-Brunswick. Durant cette période, les décisions comportant la garde sont passées de 28 % à 39 % au Yukon et de 26 % à 33 % au Nouveau-Brunswick. Au Yukon, cette variation peut être attribuable au faible volume de causes devant le tribunal de la jeunesse.

Le genre d'infraction dont l'adolescent est reconnu coupable influence le genre de décision qui lui sera infligée. Pour montrer les différentes tendances entre les secteurs de compétence en matière de détermination des peines en 1990-1991, on a utilisé l'introduction par effraction comme exemple.

been selected. Break and enter is one of the most common offences dealt with by youth courts. In 1990-91, almost one-fifth of all youth court cases counted break and enter as the most serious offence.

For all jurisdictions, less than half of break and enter cases received a custodial disposition, ranging from 28% in British Columbia to 48% in the Yukon. Youth courts in the following jurisdictions ordered a higher proportion of open custody than secure custody: the Yukon (41% open custody orders compared to 7% secure custody orders); Nova Scotia (26% open custody compared to 12% secure custody); and Saskatchewan (22% open custody versus 14% secure custody). The following jurisdictions had a higher proportion of secure custody orders than open custody orders for this offence: Prince Edward Island (19% secure custody versus 10% open custody); and New Brunswick (28% secure custody versus 20% open custody).

Dispositions by Age

In 1990-91, over half of all cases with guilty findings involved youths aged 16 and 17 years (54%). These same offenders were more likely to receive a term of secure custody than were youths less than 16 years of age (Figure 4). In 1990-91, 15% of 16 and 17 year olds received an order of secure custody, compared with 4% of 12 and 13 year olds.[1] The proportion of fines ordered also increased with age. However, as age increased, the proportion of probation ordered for each age group decreased. Younger offenders (12 and 13 years of age) received a higher proportion of probation orders (61%) than did older offenders (52% for 14 and 15 year olds, 43% for 16 and 17 year olds). This pattern of dispositions for each age group has changed very little since 1986-87.

Lengths of Custodial Dispositions

Although the pattern of dispositions ordered by youth courts since 1986-87 has varied only slightly, the lengths of custodial dispositions handed down has decreased.

The proportion of cases receiving a custodial disposition of 3 months or less increased from 56% in 1986-87 to 66% in 1990-91 (Figure 5). The proportion of cases receiving a custodial disposition of more than six months decreased from 19% in 1986-87 to 14% in 1990-91. This trend of increasing shorter terms and decreasing longer terms applied to both open and secure custody.

[1] *It should be noted that the YOA provides for additional restrictions to the use of secure custody with respect to offenders under 14 years of age.*

Cette infraction compte parmi celles que jugent le plus souvent les tribunaux de la jeunesse; en 1990-1991, elle était l'infraction la plus grave commise dans presque le cinquième de toutes les causes entendues par les tribunaux de la jeunesse.

Pour tous les secteurs de compétence, moins de la moitié des causes concernant l'introduction par effraction se sont traduites par une décision comportant la garde, les proportions variant entre 28 % en Colombie-Britannique et 48 % au Yukon. La proportion de peines à purger en milieu ouvert dépassait la proportion de peines à purger en milieu fermé dans les secteurs de compétence suivants : le Yukon (41 % contre 7 %), la Nouvelle-Écosse (26 % contre 12 %) et la Saskatchewan (22 % contre 14 %). Par ailleurs, la proportion de décisions comportant la garde en milieu fermé était plus élevée que la proportion de décisions comportant la garde en milieu ouvert à l'Île-du-Prince-Édouard (19 % contre 10 %) et au Nouveau-Brunswick (28 % contre 20 %).

Décisions et âge

En 1990-1991, plus de la moitié (54 %) des causes comportant une déclaration de culpabilité impliquaient des adolescents âgés de 16 et 17 ans. Ces contrevenants étaient plus susceptibles que leurs cadets d'être placés sous garde en milieu fermé (figure 4). En 1990-1991, 15 % des adolescents de 16 et 17 ans ont été condamnés à la garde en milieu fermé, comparativement à 4 % des adolescents de 12 et 13 ans[1]. La proportion d'amendes imposées augmente également avec l'âge. Toutefois, la proportion d'ordonnances de probation dans chaque groupe d'âge diminue à mesure que l'âge avance. Une plus forte proportion d'ordonnances de probation ont été rendues à l'endroit des contrevenants plus jeunes (61 % de ceux de 12 et 13 ans) qu'à l'égard des contrevenants plus vieux (52 % de ceux de 14 et 15 ans, 43 % de ceux de 16 et 17 ans). Cette tendance des décisions pour chaque groupe d'âge a très peu varié depuis 1986-1987.

Durée des décisions comportant la garde

Les tendances en matière de décisions prononcées par les tribunaux de la jeunesse depuis 1986-1987 n'ont varié que légèrement, tandis que la durée des décisions comportant la garde a diminué.

La proportion de causes se traduisant par une décision de garde d'une durée maximale de trois mois est passée de 56 % en 1986-1987 à 66 % en 1990-1991 (figure 5). La proportion de causes se soldant par une décision de garde de plus de six mois est tombée de 19 % en 1986-1987 à 14 % en 1990-1991. Cette tendance vers un nombre accru de peines plus courtes et un nombre réduit de peines plus longues était très semblable pour la garde en milieu ouvert et en milieu fermé.

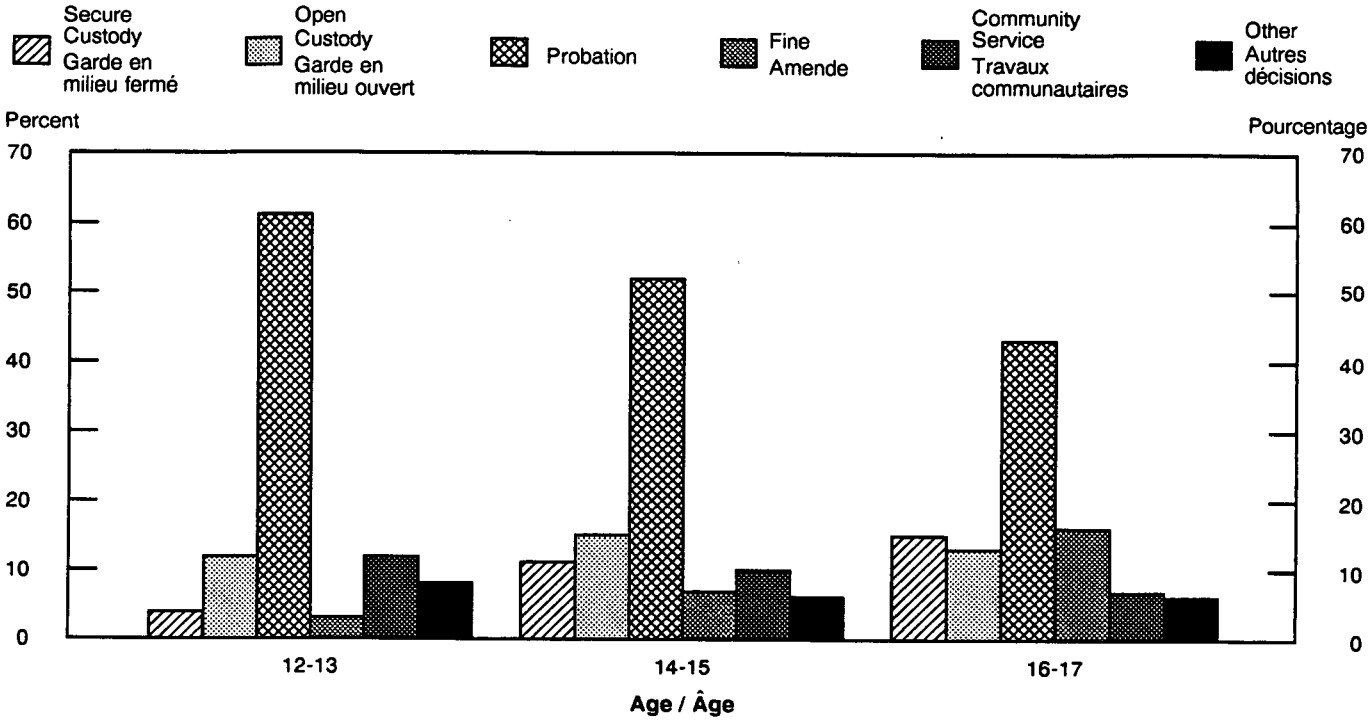
[1] *Veuillez noter que la LJC prévoit des restrictions supplémentaires en ce qui est l'ordonnance de la garde en milieu fermé pour les contrevenants de 14 ans et moins.*

Figure 4

Distribution of Youth Court Cases Found Guilty by Most Serious Disposition and Age, 1990-91

Figure 4

Répartition des causes qui se sont soldées par une déclaration de culpabilité dans les tribunaux de la jeunesse, selon la décision la plus sévère et selon l'âge, 1990-1991



Note: Data exclude Ontario. "Other" includes detain for treatment, compensation, pay purchaser, compensation in kind, restitution, prohibition, seizure or forfeiture, absolute discharge, and other dispositions.

Note: Les données excluent l'Ontario. Par « autres décisions», on entend la détention pour traitement, l'indemnisation, le remboursement à l'acquéreur, l'indemnisation en nature, la restitution, l'interdiction, la saisie, la confiscation, la libération inconditionnelle et les autres décisions.

Disposition by Type of Offence and Sentence Length or Amount

In 1990-91, the majority of dispositions handed down in youth courts were for property offences (59%), primarily for the offences of break and enter and theft under $1,000 which, when combined, accounted for 38% of all dispositions (Table 1). "Other" *Criminal Code* offences, in particular escape from custody/ failure to appear, accounted for the next highest proportion of dispositions ordered (15%). Violent offences accounted for 13% of all dispositions, with assaults being the most common offences in this category. *Young Offenders Act* offences accounted for 9% of all dispositions ordered, with the most common offence in this category being wilful failure/refusal to comply with a community disposition. *Narcotic Control Act* offences, *Food and Drugs Act* offences, and "other federal statute" offences made up the remaining 3% of dispositions handed down in youth courts.

Décisions prononcées selon le genre d'infraction et la durée de la peine ou le montant de l'amende

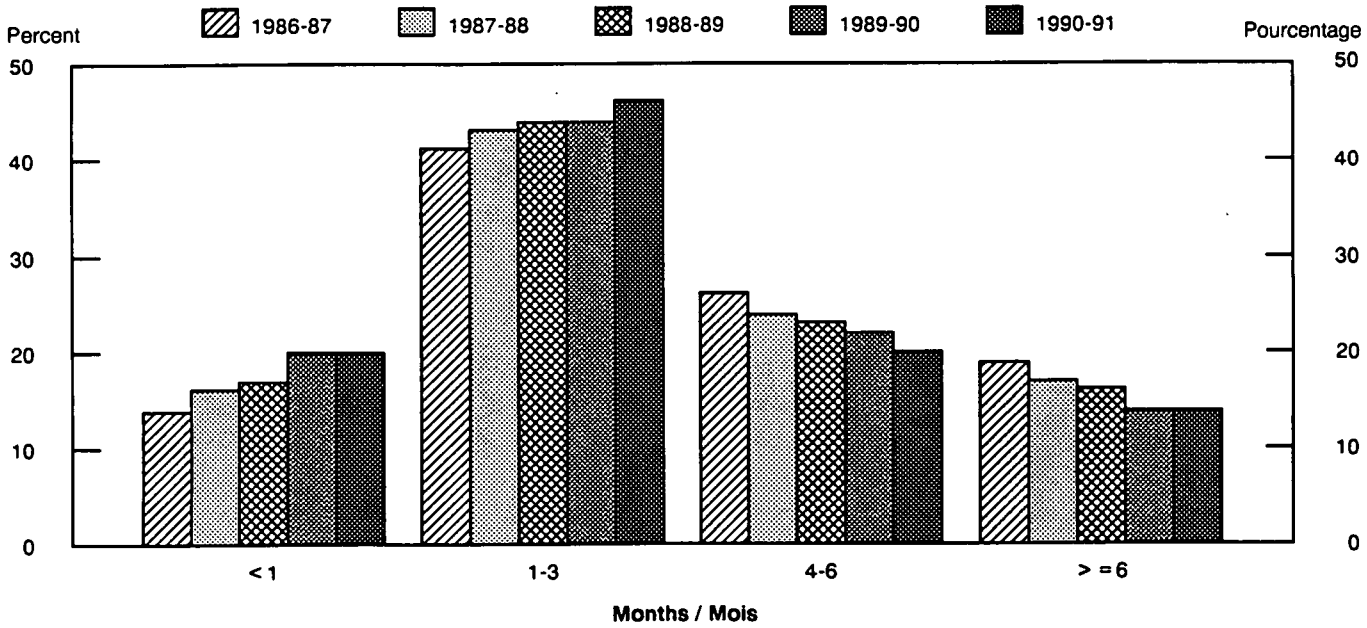
En 1990-1991, la majorité (59 %) des décisions rendues par les tribunaux de la jeunesse avaient trait à des crimes contre la propriété, principalement l'introduction par effraction et le vol de moins de 1 000 $ qui, ensemble, représentaient 38 % de toutes les décisions (tableau 1). Au deuxième rang viennent les décisions relatives aux «autres infractions» au *Code criminel*, particulièrement l'évasion et le défaut de comparaître, qui constituent 15 % des décisions. Les crimes de violence représentent 13 % de toutes les décisions, les voies de fait étant les infractions les plus fréquentes dans cette catégorie. Les infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenents* représentent 9 % de toutes les décisions, le défaut de ce conformer à une décision au profit de la collectivité étant l'infraction la plus fréquente dans cette catégorie. Les infraction à la *Loi sur le stupéfiants*, à la *Loi sur les aliments et drogues* et aux autres lois fédérales forment le reste (3 %) des décisions prononcées par les tribunaux de la jeunesse.

Figure 5

Distribution of Cases Found Guilty by Sentence Length for Custodial Dispositions, 1986-87 to 1990-91

Figure 5

Répartition des causes qui se sont soldées par une déclaration de culpabilité, selon la durée du placement sous garde, 1986-1987 à 1990-1991



Note: Data exclude Ontario and Northwest Territories.

Note: Les données excluent l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest.

Custodial Dispositions

Under the *YOA*, youth courts may sentence a youth found guilty of an offence to a term of open or secure custody for no longer than 2 years (3 years for more serious offences or for multiple serious offences)[2]. In 1990-91, secure and open custody orders combined accounted for 26% of all most serious dispositions handed down across Canada (excluding Ontario). In terms of volume, a vast majority of cases disposed of with a custody order involved property offences. Custody was the most common disposition ordered in the small number of cases involving offences such as murder/manslaughter (95%), attempted murder (80%), robbery (54%), and escape from custody/failure to appear (48%). The average (mean) sentence length was highest for murder/manslaughter (2 years, 2 months), followed by attempted murder (2 years), other violent offences (9 months), and robbery (7 months). Escape from custody/failure to appear and offences under the *Young Offenders Act* had the shortest average sentence length at 2 months.

Décisions comportant la garde

En vertu de la *LJC*, les tribunaux de la jeunesse peuvent prononcer une ordonnance de garde en milieu fermé ou en milieu ouvert n'excédant pas deux ans (trois ans pour les infractions plus graves ou bien imposées relativement à deux infractions graves ou plus)[2]. En 1990-1991, les ordonnances de placement sous garde en milieu fermé et en milieu ouvert représentaient 26 % de toutes les décisions les plus sévères rendues dans l'ensemble du Canada (sauf l'Ontario). Pour ce qui est du volume, la majorité des décisions comportant le placement sous garde ont été prononcées dans les causes relatives aux infractions contre la propriété (54 %). Cependant, le placement sous garde a été ordonné le plus souvent dans les causes relatives au meurtre et à l'homicide involontaire coupable (95 %), à la tentative de meurtre (80 %), au vol qualifié (54 %) et à l'évasion et au défaut de comparaître (48 %). Le meurtre et l'homicide involontaire coupable ont fait l'objet de la peine moyenne la plus longue (2 ans et 2 mois); viennent ensuite la tentative de meurtre (2 ans), les autres crimes de violence (9 mois) et le vol qualifié (7 mois). L'évasion et le défaut de comparaître et les infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenants* ont donné lieu à la peine moyenne la plus courte (2 mois).

[2] *Bill C-12, an act to amend the YOA and the Criminal Code, was passed in the House of Commons in November 1991. This act will increase the maximum sentence for murder to five years on enactment.*

[2] *En novembre 1991, la Chambre des Communes a adopté le projet de loi C-12 visant à modifier certaines dispositions de la LJC et du Code Criminel. Si ce projet de loi est adopté tel quel par le Sénat, la peine maximale de placement sous garde serait augmentée à cinq ans pour une infraction de meurtre.*

Probation

Under the *YOA*, youth courts may sentence a young person found guilty of an offence to a term of probation for up to 2 years. As mentioned earlier, probation orders were the most common dispositions in youth courts, accounting for almost half of the total dispositions rendered in 1990-91. Probation was the most common disposition ordered for offences such as: "other" violent offences (e.g., extortion, kidnapping) (70%); sexual assault (63%); and arson (63%). Sexual assault had the longest average sentence length (1 year, 4 months) followed by "other" violent offences (1 year, 3 months), and arson (1 year, 2 months). The shortest average sentence length associated with a probation order was for disorderly conduct/public nuisance (8 months).

Fines

Under the *YOA*, a young person found guilty of an offence may receive a fine of up to $1,000. In 1990-91, Fines were considered to be the most serious disposition for only 12% of the total caseload. Although fines accounted for a rather small proportion of total dispositions handed down, this was the disposition ordered most frequently for cases involving "other federal statute" offences (76%), and impaired operation of a motor vehicle (63%). Impaired operation of a motor vehicle ($322) received the highest average amount for a fine, while the lowest was for escape from custody/failure to appear ($70). Although $300 is the minimum fine for a first offence of impaired operation of a motor vehicle under the *Criminal Code*, the *YOA* does not specify a minimum fine.

Recidivism

A recent **Juristat** on recidivism in youth courts released by the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) indicated that, in 1990-91, in every jurisdiction for which recidivism data was analyzed, cases involving recidivists received more severe dispositions than those involving young persons with no prior convictions. In addition, although prior record was strongly associated with the severity of the disposition, the number of prior convictions was not related to the length of custodial terms, especially open custody. For more information on this topic, please refer to **Juristat**, Volume 12, No. 2, "Recidivism in Youth Courts, 1990-91", February, 1992.

Data Limitations

The Youth Court Survey (YCS) is intended to be a census of *Criminal Code* and other federal statute charges heard in the youth courts for youths aged 12 to 17 (up to the 18th birthday).

Probation

En vertu de la *LJC*, les tribunaux de la jeunesse peut prononcer une ordonnance de probation ne dépassant pas deux ans. Comme nous l'avons déjà mentionné, les ordonnances de probation sont les décisions rendues le plus souvent par les tribunaux de la jeunesse; elles représentaient presque la moitié de toutes les décisions prononcées en 1990-1991. La probation a été ordonnée le plus souvent à l'égard des infractions suivantes: les «autres crimes de violence» tels que l'enlèvement et l'extorsion (70 %), l'agression sexuelle (63 %) et le crime d'incendie (63 %). La durée moyenne la plus longue de la probation a été infligée pour l'agression sexuelle (1 an et 4 mois), suivie des «autres infractions de violence» (1 an et 3 mois) et du crime d'incendie (1 an et 2 mois). La durée moyenne la plus courte a été imposée pour l'inconduite et la nuisance publique (8 mois).

Amendes

En vertu de la *LJC*, un jeune contrevenant reconnu coupable d'une infraction peut recevois une amende ne dépassant pas 1 000 $. En 1990-1991, l'amende était la décision la plus sévère rendue dans seulement 12 % de toutes les causes entendues. Bien que les amendes représentent une proportion relativement petite de l'ensemble des décisions prononcées, elles prédominaient dans les causes concernant les infractions aux autres lois fédérales (76 %) et la conduite avec facultés affaiblies (63 %). Les amendes moyennes les plus élevées ont été infligées dans les cas de conduite avec facultés affaiblies (322 $), tandis que les amendes les plus basses ont été imposées pour l'évasion et le défaut de comparaître (70 $). Bien qu'en vertu du *Code criminel*, l'amende minimale pouvant être imposée à la suite d'une première infraction de conduite avec facultés affaiblies est de 300 $, la *LJC* ne spécifie aucune amande minimale.

Récidive

Un récent bulletin **Juristat** sur les cas de récidive dans les tribunaux de la jeunesse, publié par le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ), indique qu'en 1990-1991, dans tous les secteurs de compétence où les données sur la récidive ont été analysées, les causes impliquant des récidivistes se sont traduites par des décisions plus sévères que celles impliquant des contrevenants primaires. De plus, bien que les antécédents judiciaires soient intimement liés à la sévérité des décisions, il n'y avait pas de lien entre le nombre de condamnations antérieures et la durée du placement sous garde, particulièrement celui en milieu ouvert. Pour obtenir plus de renseignements sur ce sujet, consultez le bulletin **Juristat** intitulé «La récidive dans les tribunaux de la jeunesse, 1990-1991», vol. 12, nº 2, février 1992.

Limites des données

L'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ) se veut un recensement des accusations entendues par les tribunaux de la jeunesse relativement aux infractions au *Code criminel* et aux autres lois fédérales commises par des adolescents de 12 à 17 ans (jusqu'à leur 18e anniversaire).

In 1990-91, the YCS covered most Ontario courts, but is based on only 70% of the Ontario caseload for one-quarter of the fiscal year. The 1991-92 counts will report data for all months and include 85% to 90% of the provincial caseload.

Some participating jurisdictions may be under-reporting. When possible, the jurisdictions notify the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) of reporting problems. This situation will improve as automated information systems compatible with the YCS are put into place. Consequently, these data are indicative rather than definitive. Moreover, because the case counts are categorized by the most serious disposition, less serious dispositions are under-reported.

Differences in data over time and across jurisdictions result from a number of factors that reflect how the *Young Offenders Act (YOA)* has been implemented. These factors include amendments to the legislation, differing screening procedures to determine who will appear in youth courts and for what charges, the eligibility for Alternative Measures, and programs to give effect to the dispositions defined in the Act.

For Further Information

For further information, please contact Information and Client Services (613-951-9023) or the Youth Justice Program (613-951-6647), Canadian Centre for Justice Statistics, 19th Floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario, K1A OT6.

En 1990-1991, l'ETJ portait sur la plupart des tribunaux de l'Ontario, mais elle était fondée uniquement sur 70 % des causes entendues pendant un trimestre seulement de l'année financière. Les chiffres de 1991-1992 porteront sur les 12 mois de l'année et comprendront de 85 % à 90 % des causes entendues dans cette province.

Il peut y avoir un sous-dénombrement dans certains secteurs de compétence participants. Dans la mesure du possible, les secteurs informent les responsables du Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) des problèmes de déclaration. Cette situation s'améliorera à mesure que des systèmes d'information automatisés compatibles avec l'ETJ seront mis en place. En conséquence, les données sont indicatives plutôt que définitives. De plus, puisque les causes sont classées selon la décision la plus sévère ayant été rendue, les décisions moins sévères sont sous- dénombrées.

Les différences des données dans le temps et entre les secteurs de compétence sont attribuables à plusieurs facteurs qui indiquent la façon dont la *Loi sur les jeunes contrevenants (LJC)* est mise en oeuvre. Parmi ces facteurs, on trouve les modifications apportées à la Loi, les différentes procédures de sélection visant à déterminer qui comparaîtra devant le tribunal de la jeunesse et sous quel chef d'accusation, l'admissibilité aux mesures de rechange et les programmes qui donnent effet aux décisions prévues par la Loi.

Renseignements supplémentaires

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle (613-951-9023) ou avec le Programme de la justice pour les jeunes (613-951-6647), du Centre canadien de la statistique juridique, 19e étage, immeuble R.-H.-Coats, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.
♾

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.
♾

Table 1

Number of Cases[1] with Guilty Findings by Most Serious Disposition[2], Type of Offence, and Mean Duration or Mean Amount of Disposition, 1990/91

Offences	Total Dispositions / Total des décisions		Secure Custody Order / Garde en milieu fermé			Open Custody / Garde en milieu ouvert			Probation / Probation		
	No. nbre	%	No. nbre	%	Mean Duration Durée moyenne	No. nbre	%	Mean Duration Durée moyenne	No. nbre	%	Mean Duration Durée moyenne
TOTAL OFFENCES	**45,011**	**100.0**	**5,468**	**12.1**	**93**	**6,068**	**13.5**	**72**	**21,559**	**47.9**	**306**
Violent Offences	**6,017**	**100.0**	**807**	**13.4**	**193**	**807**	**13.4**	**127**	**3,324**	**55.2**	**327**
Murder/Manslaughter	20	100.0	18	90.0	853	2	10.0	150	--	0.0	--
Attempted Murder	4	100.0	4	100.0	743	-	-	-	--	0.0	-
Sexual Assault	529	100.0	76	14.4	195	92	17.4	173	331	62.6	473
Assault-Level 1	2,630	100.0	178	6.8	88	289	11.0	86	1,502	57.1	282
Other Assault [4]	1,271	100.0	196	15.4	152	188	14.8	125	711	55.9	323
Robbery	660	100.0	231	35.0	255	125	18.9	164	265	40.2	353
Weapon/Firearm/Explosive	728	100.0	84	11.5	153	88	12.1	130	392	53.8	323
Other Violent	175	100.0	20	11.4	283	23	13.1	244	123	70.3	459
Property Offences	**26,707**	**100.0**	**2,853**	**10.7**	**128**	**3,410**	**12.8**	**114**	**14,295**	**53.5**	**306**
Break and Enter	8,378	100.0	1,467	17.5	156	1,532	18.3	135	4,710	56.2	355
Arson	95	100.0	14	14.7	233	15	15.8	138	60	63.2	414
Theft over $1,000	1,893	100.0	345	18.2	111	310	16.4	116	996	52.6	335
Theft under $1,000	8,875	100.0	402	4.5	84	715	8.1	94	4,496	50.7	262
Fraud/Forgery	917	100.0	86	9.4	113	88	9.6	119	492	53.7	309
Possession of Stolen Property	2,919	100.0	350	12.0	103	401	13.7	92	1,473	50.5	285
Mischief/Damages	2,723	100.0	142	5.2	74	230	8.4	86	1,558	57.2	281
Other Property	907	100.0	47	5.2	120	119	13.1	67	510	56.2	303
Other *Criminal Code* Offences	**6,901**	**100.0**	**1,133**	**16.4**	**66**	**1,016**	**14.7**	**66**	**2,276**	**33.0**	**279**
Impaired Operation of Vehicle	921	100.0	16	1.7	87	10	1.1	49	273	29.6	265
Escape/Failure to Appear	3,647	100.0	923	25.3	60	809	22.2	61	905	24.8	285
Attempt/Accessory/Conspiracy	318	100.0	56	17.6	96	41	12.9	116	152	47.8	313
Disorderly Conduct/Nuisances	533	100.0	13	2.4	62	33	6.2	75	259	48.6	254
Other Criminal Code	1,482	100.0	125	8.4	100	123	8.3	85	687	46.4	277
***Narcotic Control Act* Offences**	**999**	**100.0**	**83**	**8.3**	**88**	**93**	**9.3**	**85**	**441**	**44.1**	**295**
Traffic/Import/Export	331	100.0	52	15.7	92	49	14.8	89	180	54.4	323
Possession	668	100.0	31	4.6	83	44	6.6	75	261	39.1	266
***Food and Drugs Act* Offences**	**66**	**100.0**	**7**	**10.6**	**121**	**2**	**3.0**	**36**	**34**	**51.5**	**370**
***Young Offenders Act* Offences**	**4,220**	**100.0**	**585**	**13.9**	**55**	**740**	**17.5**	**73**	**1,174**	**27.8**	**262**
Other Federal Statute Offence	**101**	**100.0**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**15**	**14.9**	**305**

- *Nil or zero.*
- *Too small to be expressed.*

1 *Data exclude Ontario.*

2 *Refers to the most significant disposition. The seriousness is determined by the effect it has on the young offender. Dispositions are ordered from most to least serious as follows: secure custody; detention for treatment; open custody; probation; fine; compensation; pay purchaser; compensation in kind; a community service order; prohibition, seizure or forfeiture; other disposition; and an absolute discharge.*

3 *Includes detain for treatment, compensation, pay purchaser, compensation in kind, restitution, prohibition, seizure, forfeiture or other.*

4 *Other assault category includes all other type of assault other than level-1 (eg. aggravated assault, assault with a weapon).*

Tableau 1

Nombre de causes[1] qui se sont soldées par une déclaration de culpabilité, selon la décision la plus sévère[2], le genre d'infraction et la durée moyenne de la peine ou le montant moyen de l'amende, 1990-1991

Fine / Amende			Community Service / Ordonnance de travaux communautaires		Other Dispositions[3] / Autres décisions[3]		Absolute Discharge / Libération inconditionnelle		Genre d'infractions
No. nbre	%	Mean Amount / Montant moyen	No. nbre	%	No. nbre	%	No. nbre	%	
5,368	**11.9**	**135**	**3,794**	**8.4**	**1,106**	**2.5**	**1,648**	**3.7**	**TOTAL DES INFRACTIONS**
372	**6.2**	**146**	**358**	**5.9**	**82**	**1.4**	**267**	**4.4**	**Crimes de violence**
–	–	–	–	–	–	–	–	–	Meurtre/homocide involontaire coupable
–	–	–	–	–	–	–	–	–	Tentative de meurtre
12	2.3	235	3	0.6	4	0.8	11	2.1	Agression sexuelle
226	8.6	134	218	8.3	40	1.5	177	6.7	Voies de fait – niveau 1
70	5.5	172	63	5.0	12	0.9	31	2.4	Autres voies de fait [4]
6	0.9	160	22	3.3	5	0.8	6	0.9	Vol qualifié
58	8.0	142	50	6.9	18	2.5	38	5.2	Arme/arme à feu/explosif
..	0.0	..	2	1.1	3	1.7	4	2.3	Autres crimes de violence
2,257	**8.5**	**124**	**2,262**	**8.5**	**591**	**2.2**	**1,039**	**3.9**	**Crimes contre la propriété**
155	1.9	186	315	3.8	106	1.3	93	1.1	Introduction par effraction
–	–	–	3	3.2	–	–	3	3.2	Crime d'incendie
66	3.5	168	118	6.2	30	1.6	28	1.5	Vol de plus de 1 000 $
1,383	15.6	106	1,131	12.7	177	2.0	571	6.4	Vol de moins de 1 000 $
115	12.5	143	63	6.9	34	3.7	39	4.3	Fraude/faux
269	9.2	156	260	8.9	64	2.2	102	3.5	Possession de biens volés
191	7.0	130	272	10.0	167	6.1	163	6.0	Méfait/dommages
78	8.6	119	100	11.0	13	1.4	40	4.4	Autres crimes contre la propriété
1,504	**21.8**	**192**	**496**	**7.2**	**282**	**4.1**	**194**	**2.8**	**Autres infractions au *Code criminel***
584	63.4	322	21	2.3	15	1.6	2	0.2	Conduite avec facultés affaiblies
472	12.9	70	283	7.8	186	5.1	69	1.9	Évasion/défaut de comparaître
28	8.8	141	30	9.4	3	0.9	8	2.5	Tentative/complot/complice
120	22.5	99	56	10.5	14	2.6	38	7.1	Inconduite/nuisance
300	20.2	170	106	7.2	64	4.3	77	5.2	Autres infractions au Code criminel
264	**26.4**	**147**	**64**	**6.4**	**9**	**0.9**	**45**	**4.5**	**Infractions à la *Loi sur les stupéfiants***
30	9.1	183	15	4.5	3	0.9	2	0.6	Trafic/importation/exportation
234	35.0	112	49	7.3	6	0.9	43	6.4	Possession
21	**31.8**	**158**	**–**	**–**	**1**	**1.5**	**1**	**1.5**	**Infractions à la *Loi sur les aliments et drogues***
873	**20.7**	**89**	**610**	**14.5**	**140**	**3.3**	**98**	**2.3**	**Infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenants***
77	**76.2**	**90**	**4**	**4.0**	**1**	**1.0**	**4**	**4.0**	**Infractions aux autres lois fédérales**

– *Néant ou zéro.*
.. *Nombres infimes.*
1 *Les données excluent l'Ontario.*
2 *Désigne la décision la plus sévère. La sévérité de la décision est déterminée par les conséquences qu'elle a sur l'adolescent. Voici la liste des décisions classées par ordre décroissant de sévérité: la garde en milieu fermé, la détention pour traitement, la garde en milieu ouvert, la probation, l'amende, l'indemnisation, le remboursement à l'acquéreur, l'indemnisation en nature l'ordonnance de travaux communautaires, l'interdiction, la saisie, la confiscation, les autres décisions et la libération inconditionnelle.*
3 *Comprend la détention pour traitement, l'indemnisation, le remboursement à l'acquéreur, l'indemnisation en nature, la restitution, l'interdiction, la saisie, la confiscation ou toute autre décision.*
4 *Les autres voies de fait désignent tous les autres genres de voies de fait autres que celui du niveau-1 (par exemple, les voies de fait graves, les voies de fait armés).*

Statistics Canada Library
Bibliothèque Statistique Canada

1010086887